

Plaidoyer pour une politique d'immigration intelligente, une arme de « smart power »

Dr Bénédicte Halba, présidente de l'IRIV (www.iriv.net), 15 septembre 2024

Bénédicte Halba dirige un Institut de recherche (iriv) qui intervient sur le thème de la migration depuis 2003, elle a animé un club à la Cité des Métiers pour un public migrant (2012-2022).

Cet été a été meurtrier pour les exilés. Douze personnes (dont dix femmes et six mineurs) sont mortes noyées le 3 septembre 2024 (et deux personnes disparues), le plus lourd bilan depuis le drame du 24 novembre 2021¹ où 27 migrants, Kurdes irakiens pour la plupart, avaient péri en mer près de Calais. Le 12 août 2023, un naufrage entre Sangatte et les Hemmes de Marck avait fait six victimes (et deux personnes disparues en mer)². Toujours le même *modus operandi* proposé par les passeurs dans ces naufrages meurtriers- des « *small boat* », petites embarcations de fortune pour traverser le détroit du Pas de Calais. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, près de cinquante personnes sont mortes sur le littoral depuis le début de l'année 2024. La mortalité n'a jamais baissé.

Les autorités françaises évoquent les 1700 policiers et gendarmes déployés sur le littoral, se glorifient des 60% de tentatives de traversée mises en échec, incriminent la « pression migratoire » et la responsabilité des passeurs. Elles sont plus discrètes sur le rôle peu glorieux joué par la France, qui joue les supplétifs du Royaume-Uni, en assurant la sous-traitance de leur politique d'immigration³. Cette mission tant décriée a été confiée par l'Union européenne à la Turquie ou la Libye- prévenir le franchissement d'une frontière contre rémunération. Depuis les accords du Touquet de 2003, les forces de l'ordre françaises sont les gardiennes des frontières ferroviaires et maritimes du Royaume-Uni, dispensant nos partenaires britanniques d'examiner les demandes d'asile à la frontière comme l'exige le droit international. Depuis 2023, cette aide intéressée de la France au Royaume-Uni rapporte 543 millions d'Euros sur trois ans aux autorités françaises pour couvrir les moyens de surveillance, les matériels et personnel français mis à contribution. Les forces de l'ordre françaises agissent comme de véritables « chasseurs de primes » sans proposer aucune voie légale de migration, pourtant réclamée par beaucoup d'associations.

La situation politique et géopolitique est délicate, avec la montée des partis d'extrême-droite en Europe en général, et dans nos deux pays en particulier, qui instrumentalisent la thématique migratoire. Les émeutes racistes de l'été 2024 au Royaume-Uni ont touché tout le pays, avec une agitation orchestrée par des mouvements extrémistes sur les réseaux sociaux. Elles ont finalement été circonscrites. Les citoyens britanniques, qui ont élu en juin 2024 un gouvernement travailliste, se sont mobilisés avec la fermeté de leur Premier ministre, Keir Starmer, et un soutien royal. Le calme et un meilleur état d'esprit ont été rétablis dans le pays. On se souvient de la proposition choquante du gouvernement conservateur qui avait suggéré de sous-traiter la migration au Rwanda, pays controversé en Afrique pour ses dérives autoritaires, et ses relations peu pacifiques avec ses voisins.

¹ Julia Pascal, Le Monde, jeudi 5 septembre 2024

² La Voix du Nord, samedi 12 août 2023

³ Editorial du Monde du vendredi 6 septembre 2024

La voie diplomatique est la seule alternative pour régler avec humanité et intelligence la politique de migration. La stratégie sécuritaire est à court terme et discrédite la France, et l'Europe, auprès de nos partenaires du Sud (en particulier en Afrique), avec un coût humain qui n'a cessé d'augmenter. Il aurait pu être évité. La proposition d'un « traité migratoire entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne » déjà évoquée est à nouveau d'actualité. Les élections européennes ont permis de neutraliser (pour cinq ans) la menace des extrêmes-droites en Europe. Un nouveau gouvernement moins crispé sur la question migratoire est revenu au pouvoir au Royaume-Uni. La migration avait été manipulée lors du Brexit, avec une campagne active de désinformation menée par le conservateur Boris Johnson et le leader d'extrême droite de l'UKIP ⁴. Le même profil d'électeurs a été abusé lors des émeutes d'août 2024, en capitalisant sur les rancœurs, le ressentiment et le sentiment de déclassement. Les Britanniques les plus vulnérables ont été les premières victimes du Brexit.

Une forme originale de « diplomatie migratoire » est à l'œuvre en Italie avec une présidente du Conseil pourtant à l'extrême droite de l'échiquier politique qui ne tient pas le même discours ⁵. Georgia Meloni rattache la stratégie d'immigration à sa politique étrangère (une arme diplomatique) et ne l'instrumentalise pas comme son homologue française Marine Le Pen, qui « convoque plutôt, au moyen de non-dits, un imaginaire anxieux faisant référence moins à des flux réels qu'à des tensions et à des malaises identitaires intérieurs, produits de la longue histoire coloniale et migratoire qui a façonné la société française contemporaine ». Ce passé colonial nous est précisément reproché par les pays les plus autoritaires et anti-démocratiques pour nous discréditer – Turquie, Russie, Iran, Chine....

Pour Georgia Meloni, l'immigration est un « phénomène extérieur ». Un migrant est une « victime désespérée » dont le « droit à ne pas émigrer a été bafoué » par une coalition bien identifiée- les anciennes puissances coloniales (dont la France qui en prend pour son grade) et les « trafiquants d'êtres humains » . Sur ce dernier volet, la présidente du Conseil vante l'expertise italienne qui a fait merveille dans la lutte anti-mafia. Cet étrange discours, très habile, a su convaincre beaucoup d'Etats africains, à un moment fort opportun. L'Italie, comme les autres pays européens, cherche des alternatives au gaz russe – elle s'est rapprochée de l'Algérie. Le déclin démographique de l'Italie est notoire depuis des décennies- la main d'œuvre venue d'Afrique est essentielle. En particulier, les auxiliaires de vie sont toutes étrangères, souvent du Cap Vert et d'autres pays voisins ; le bâtiment recrute massivement des travailleurs venus d'Egypte ou de Tunisie.

La motivation italienne n'est pas uniquement économique, elle flatte l'orgueil national. L'Albanie a accepté d'accueillir des centres de rétention de droit italien en vantant la politique d'accueil très généreuse de l'Italie à l'égard de ses ressortissants dans les années 1990. Les succès d'athlètes italiens aux Jeux Olympiques, dont la diversité n'a échappé à personne, ont été à l'origine d'une proposition de politique de naturalisation plus généreuse.

L'immigration pourrait aussi en Europe devenir une stratégie intelligente, un véritable « smart power » sans cynisme, avec une véritable humanité. Un pari audacieux sur l'avenir.

⁴ Thomas Johnson « Royaume-Uni, du Brexit au Bregret », France, 2024 diffusé le dimanche 15 septembre 2024

⁵ Alain Kaval « Meloni, Le Pen : sur l'immigration, deux discours, deux stratégies », Le Monde, mercredi 4 septembre 2024